

**Conseil économique et social**

Distr. générale
24 février 2003
Français
Original: anglais

Commission du développement durable**Onzième session**

28 avril-9 mai 2003

Point ___ de l'ordre du jour provisoire*

**Lettre datée du 7 février 2003, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Autriche
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer de la tenue en Autriche, du 27 au 29 novembre 2002, de la troisième réunion du Forum mondial sur l'énergie durable, instance de dialogue multipartite sur toutes les questions concernant l'énergie aux fins du développement durable. Ce troisième Forum mondial sur l'énergie durable avait pour but de donner suite aux résultats du Sommet mondial pour le développement durable relatifs à l'énergie, en particulier aux nombreuses initiatives de type II annoncées à Johannesburg. Veuillez trouver ci-joint un résumé des débats et de certains de leurs résultats les plus importants (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la Commission du développement durable à sa onzième session.

L'Ambassadeur
(*Signé*) Gerhard **Pfanzelter**

* E/CN.17/2003/1.



**Annexe à la lettre datée du 7 février 2003, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Résumé des débats du troisième Forum mondial
sur l'énergie durable, tenu du 27 au 29 novembre 2002
à Graz (Autriche)**

**« Partenariats secteur public-secteur privé pour le développement
de l'énergie rurale »**

Des décideurs du monde entier ont participé du 27 au 29 novembre 2002 à Graz (Autriche) au troisième Forum mondial sur l'énergie durable, qui avait pour but d'encourager des initiatives préparant un avenir énergétique meilleur pour tous.

Le thème général de ce forum a porté sur les partenariats secteur public-secteur privé pour le développement de l'énergie rurale. Environ 180 experts ont participé aux débats.

Dans les pays en développement, 2 milliards de personnes environ n'ont toujours pas accès à des formes modernes d'énergie, en particulier à l'électricité, ce qui réduit considérablement leurs possibilités de développement. On prévoit par ailleurs que la demande d'énergie dans ces pays augmentera fortement au cours des prochaines décennies. La communauté internationale a la possibilité de répondre à cette demande croissante en offrant davantage de services d'approvisionnement en énergie durable, ce qui favoriserait le développement et encouragerait une gestion responsable de l'environnement.

L'idée d'un forum mondial qui servirait d'instance de dialogue neutre sur toutes les questions liées à l'énergie aux fins du développement durable a été lancée en 1999 par le Ministre autrichien des affaires étrangères, B. Ferrero-Waldner. Le Forum mondial sur l'énergie durable auquel cette idée a donné naissance rassemble tous les acteurs concernés par l'énergie durable : gouvernements, secteur privé, ONG, milieux universitaires, médias. Lors de ses deux premières réunions, en 2000 et 2001, il a apporté une contribution concrète aux premières négociations mondiales sur l'énergie organisées sous l'égide de l'ONU (Commission du développement durable, 2001) et au Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg. Irene Freudenschuss-Reichl (Autriche) a assuré la coordination de ses première, deuxième et troisième réunions.

Le troisième Forum mondial sur l'énergie durable visait à donner suite aux résultats du Sommet mondial pour le développement durable relatifs à l'énergie, en particulier aux nombreuses initiatives de type II annoncées à Johannesburg.

Il a été inauguré par le Secrétaire général du Ministère autrichien des affaires étrangères, Johannes Kyrle, le Ministre éthiopien de l'énergie, Haile Assegide, et le Secrétaire général du Ministère autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, Werner Wutscher.

Parmi les personnes les plus éminentes qui y ont pris la parole, on mentionnera Jose Goldemberg, qui a été plusieurs fois ministre dans le gouvernement brésilien et est actuellement Président du conseil de rédaction de l'organisation World Energy Assessment; Rajendra K. Pachauri, qui est Présidente du Groupe d'experts

intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et Directrice de l'organisation TERI; Thomas B. Johansson, de l'Université de Lund (qui a été pendant longtemps Directeur du programme du PNUD pour l'énergie), des représentants de grandes compagnies pétrolières et compagnies d'électricité telles que BP, Shell et Électricité de France et le Vice-Secrétaire général du Conseil mondial de l'énergie, Jan Murray.

Une séance spéciale consacrée aux questions relatives à l'Afrique a été animée par le Coordonnateur spécial de l'ONU pour l'Afrique et les pays les moins avancés, Mme Yvette Stevens.

Les organisateurs du troisième Forum mondial sur l'énergie durable sont profondément reconnaissants à la ville de Graz, au Gouvernement fédéral autrichien, au Programme des Nations Unies pour le développement, au Programme des Nations Unies pour l'environnement, à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et à l'Agence suédoise de développement international de l'avoir parrainé. On peut obtenir un complément d'information sur le Forum en consultant le site <www.gfse.at>. Il a été demandé à l'équipe chargée du *Earth Negotiation Bulletin* d'établir le rapport sur les travaux du Forum, que l'on peut consulter sur le site <www.iisd.ca/linkages/sd/gfse3/>.

Le programme de travail détaillé du troisième Forum est joint en annexe.

Les résultats les plus importants des débats sont résumés ci-après.

Troisième Forum mondial sur l'énergie durable : les résultats les plus importants des débats

A. Il y a lieu, semble-t-il, de dégager un nouveau consensus sur la question du **rôle du secteur public** dans le domaine de l'énergie aux fins du développement durable (qui pourrait consister par exemple à fixer les objectifs des politiques publiques, arrêter des priorités et orienter les marchés), sans perdre de vue que les forces du marché ne suffiront pas à elles seules à remédier à la pauvreté énergétique des pays en développement, en particulier dans les zones rurales. On s'est généralement accordé à reconnaître le rôle capital du **secteur privé** (accroître les investissements nécessaires dans les proportions requises; assurer la viabilité des projets énergétiques exécutés dans les zones rurales en les confiant à des petites et moyennes entreprises, dont l'activité permet de créer localement des ressources).

B. On est de plus en plus conscient que le développement en général, voire, dans une plus large mesure, les moyens employés pour encourager l'utilisation de l'énergie aux fins du développement durable, doivent être envisagés dans la perspective d'une nécessaire **atténuation des changements climatiques**.

C. La question des **objectifs concernant les sources d'énergie renouvelables** devrait être réexaminée; il semble plus prometteur de créer l'élan nécessaire à la réalisation d'objectifs nationaux, sous-régionaux ou régionaux que de rechercher des objectifs mondiaux.

D. Les travaux sur l'énergie aux fins du développement durable ne se voyant généralement accorder que le dernier rang de priorité, il faudra faire figurer des considérations sur l'énergie dans les documents stratégiques sur la réduction de la pauvreté et autres **cadres de coopération au niveau des pays**.

E. Il y a lieu d'intensifier le **dialogue sur** l'énergie aux fins du développement durable **entre les instances** environnementales et les instances économiques et sociales; la différence entre les démarches adoptées par ces instances est manifeste lorsque l'on considère la manière dont elles encouragent l'utilisation de « l'énergie renouvelable ». Le financement des travaux découlant de leur ordre du jour est assuré par divers bailleurs de fonds et exige des bénéficiaires de ces travaux dans les pays en développement qu'ils pratiquent différentes sortes d'intervention. Bien étudiés, les ordres du jour de ces instances pourraient se renforcer mutuellement.

F. Les **milieux énergétiques en tant que tels** ne participent pas suffisamment aux débats sur l'énergie aux fins du développement durable; l'examen des questions de la stabilité politique, de la stabilité des marchés énergétiques, de l'importance géopolitique de l'énergie et du rôle de l'énergie dans l'élimination de la pauvreté pourrait peut-être les inciter à y participer davantage.

G. Il a été souligné qu'il importait de disposer de **données fiables sur les communautés rurales** des pays en développement, qui porteraient notamment sur leurs ressources et leurs besoins énergétiques.

H. La **viabilité des projets** a été considérée comme étant essentiellement fonction de leur prise en charge au niveau local et de l'existence d'une infrastructure commerciale. Il faudrait veiller davantage à promouvoir et à appuyer les relations entre les investisseurs, d'une part, et les entrepreneurs locaux, d'autre part. Le renforcement des capacités est impératif.

I. Il serait très souhaitable que la **Commission du développement durable** trouve des moyens de promouvoir des initiatives favorables au développement durable **aux niveaux sous-régional ou régional** et encourage la reproduction, au niveau national, de celles qui donnent de bons résultats.

J. Les exposés et débats relatifs aux divers **partenariats de type II** en matière d'énergie dont l'idée a été lancée à Johannesburg ont fait ressortir la nécessité de mener des études et des consultations neutres relativement à l'opportunité d'une rationalisation et d'une harmonisation de ces partenariats.

K. Le Forum mondial sur l'énergie durable pourrait jouer un rôle **à cet égard**. Sa tenue au printemps 2003, dont les dates seraient fixées en fonction de la session de la Commission du développement durable ou d'une autre grande réunion liée à l'énergie, permettrait de rendre compte aux acteurs concernés des conclusions de ces études et consultations.

L. La nécessité d'accorder une plus grande importance **aux effets d'entraînement** du secteur de l'énergie sur les autres secteurs en développement a été soulignée. Il importerait donc d'inviter des spécialistes du développement de ces autres secteurs à participer au Forum sur l'énergie durable.

M. Le Forum lui-même pourrait choisir de **se réunir alternativement** au niveau **d'une région ou d'une sous-région et au niveau mondial**. Une réunion préparatoire régionale permettrait aux acteurs concernés de se préparer à défendre efficacement leurs idées devant lui lorsqu'il se réunirait au niveau mondial. L'utilité du Forum, qui permet de définir clairement certaines notions et de faire le lien entre les négociateurs et les experts qui participent à des projets, a été soulignée.

N. Les **futures réunions du Forum au niveau mondial** pourraient être axées sur :

- a) Les types de subvention considérés comme utiles et nécessaires;
 - b) La question d'une nouvelle régulation des marchés de l'énergie;
 - c) Les échanges d'informations sur les progrès accomplis dans l'instauration des divers partenariats envisagés;
 - d) Les petites et moyennes entreprises et le microfinancement;
 - e) L'utilisation de l'énergie dans les villes (urbanisme, transports, construction).
-